

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 12–14 novembre 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2012/9-C/4

19 octobre 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – SRI LANKA 200452

Appui aux secours et au redressement dans les anciennes zones de conflit

Nombre de bénéficiaires	325 000 (par an au maximum)
Durée de l'intervention	Deux ans (janvier 2013–décembre 2014)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	28 176 tonnes
Coût (en dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	19 547 890
Coût des transferts monétaires/bons pour le PAM	3 934 976
Coût total pour le PAM	34 799 036

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RÉSUMÉ

Le conflit qui a sévi pendant 26 ans au Sri Lanka a pris officiellement fin en mai 2009: il a fait 60 000 morts, détruit les infrastructures des provinces du Nord et de l'Est, ravagé les terres arables et mis à mal les moyens d'existence des populations. Les prix élevés des produits alimentaires et les catastrophes naturelles ont assombri les perspectives socioéconomiques dans les provinces touchées. La majorité des personnes déplacées ont regagné leur foyer pour démarrer une nouvelle vie, mais des difficultés subsistent. Pendant que la réinstallation se poursuit, il reste en effet plusieurs conditions à remplir pour assurer le redressement du pays et la réconciliation, notamment le déminage du territoire, la résolution des problèmes de propriété foncière et l'accès aux services de base.

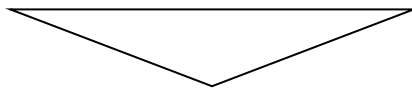
L'intervention prolongée de secours et de redressement 200452 sera centrée sur les anciennes zones de conflit dans la province du Nord: le PAM apportera une assistance alimentaire pour le rétablissement des moyens d'existence et conduira des actions nutritionnelles dans l'ensemble des cinq districts pendant deux ans. L'assistance sera dispensée sous forme de distribution de vivres et de bons; à mesure que les marchés se rétabliront, la plupart des bénéficiaires recevront des bons.

En phase avec les Objectifs stratégiques 1, 3 et 5, l'appui du PAM aidera le Gouvernement du Sri Lanka à:

- améliorer la consommation alimentaire des ménages en situation d'insécurité alimentaire grave;
- réduire la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants âgés de 6 à 59 mois;
- rétablir les moyens d'existence dans les communautés les plus vulnérables en créant des avoirs productifs et en dispensant une formation axée sur l'agriculture et les compétences pratiques;
- encourager la fréquentation et l'assiduité scolaires parmi les filles et les garçons en mettant l'accent sur les ménages déplacés et ceux de retour dans leur foyer; et
- renforcer les capacités nationales dans le domaine de la lutte contre la malnutrition aiguë et l'insécurité alimentaire, ainsi que dans celui de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de crise.

L'intervention prolongée de secours et de redressement 200452 est conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2013–2017) et contribuera aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 4 et 5.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve la proposition d'intervention prolongée de secours et de redressement Sri Lanka 200452 "Appui aux secours et au redressement dans les anciennes zones de conflit" (WFP/EB.2/2012/9-C/4).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations", publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

Le contexte général

1. Le conflit qui a opposé pendant 26 ans les forces gouvernementales du Sri Lanka aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul a officiellement pris fin en mai 2009. Il a fait 60 000 morts, détruit les infrastructures des provinces du Nord et de l'Est, ravagé les terres arables et mis à mal les moyens d'existence des populations.
2. En septembre 2012, quelque 447 000 personnes étaient de retour dans la province du Nord après des années d'éloignement, mais 7 300 déplacés dans les districts de Jaffna et de Vavuniya continuaient de vivre dans leurs communautés d'accueil et 6 000 attendaient encore dans les camps de regagner leur foyer¹. L'Inde héberge 100 000 réfugiés sri-lankais, 5 000 ayant pris le chemin du retour depuis mai 2009². Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) prévoit 30 000 retours d'ici à la fin de l'année 2013³.
3. Les besoins qui restent à couvrir au titre du redressement et de la réconciliation comprennent le déminage, la résolution de problèmes de propriété foncière et l'accès aux services de base. La majorité des personnes de retour chez elles éprouvent des difficultés à établir des moyens d'existence durables et dépendent de l'assistance extérieure.
4. Ces deux dernières années, les provinces du Nord et de l'Est ont subi divers chocs, dont plusieurs catastrophes naturelles, une forte volatilité des prix des denrées alimentaires et une inflation marquée, qui ont touché les communautés vulnérables. Les indicateurs socioéconomiques relevés dans la province du Nord figurent parmi les plus mauvais du pays.
5. Le Sri Lanka compte 20 millions d'habitants et se situait en 2011 au 97^e rang sur 187 selon l'indice de développement humain⁴ et au 36^e rang sur 81 selon l'indice de la faim dans le monde⁵. Le Sri Lanka a atteint le statut de pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), avec un revenu national brut par habitant qui se montait à 2 580 dollars É.-U. en 2011⁶, mais il existe d'importantes disparités régionales en termes de pauvreté, de revenu, d'infrastructure et de capacité institutionnelle.

¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2012. Joint Humanitarian and Early Recovery Update, Sri Lanka, août 2012 – Report 45. Consultable à l'adresse: http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/full%20bulletin_7.pdf.

² Réseau régional intégré d'information. Sri Lanka: Refugees in India Reluctant to Return. Consultable à l'adresse: <http://www.irinnews.org/Report/96233/SRI-LANKA-Refugees-in-India-reluctant-to-return>.

³ HCR. 2012. Profil d'opérations 2012 – Sri Lanka. Consultable à l'adresse: <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d71b.html>.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2011. *Rapport sur le développement humain 2011*. New York.

⁵ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2011. *Indice de la faim dans le monde, 2011*. Washington.

⁶ Atlas de la Banque mondiale, 2012.

La situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

6. La sécurité alimentaire dans la province du Nord s'est améliorée, le taux des ménages estimés en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée étant tombé de 60 pour cent en 2011 à 40 pour cent en 2012⁷. Le recul de la pauvreté, une plus grande diversité du régime alimentaire et l'adoption de nouveaux modes d'existence expliquent ce progrès. Les ménages touchés par l'insécurité alimentaire sont concentrés à Jaffna, Mullaitivu et Kilinochchi, et quelque 35 à 45 pour cent des ménages de retour à Vavuniya et Mannar sont en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée (voir carte à l'annexe III). Les plus vulnérables sont les ménages dirigés par une veuve, un veuf, une femme ou une personne âgée, ceux qui comptent des handicapés et ceux qui vivent d'emplois non qualifiés. Les contraintes structurelles contribuant à l'insécurité alimentaire comprennent la présence de mines, l'accès limité aux terres à usage résidentiel ou agricole, et le manque de services sociaux, sanitaires et éducatifs.
7. Un grand nombre de ménages déplacés qui se sont réinstallés dans la province du Nord après mai 2009 sont lourdement endettés, car ils ont dû emprunter pour réparer leurs habitations endommagées et acquérir du matériel agricole; 30 pour cent d'entre eux recourent au crédit pour acheter de la nourriture. En outre, ils sont encore 15 pour cent à dépendre de familles d'accueil pour se nourrir et se loger en attendant que leurs moyens d'existence puissent être rétablis⁷. La faiblesse des revenus et la cherté des aliments ont érodé leur pouvoir d'achat.
8. Dans la province du Nord, 69 pour cent des ménages achètent du riz sur les marchés. L'amélioration des communications et de l'accès aux marchés, la plus grande mobilité des transporteurs et des intermédiaires commerciaux ainsi que le développement des services financiers ont contribué à stabiliser la production et les prix alimentaires. On trouve désormais des aliments sur les marchés, mais ils ne sont pas à la portée des ménages en situation précaire.
9. La malnutrition est préoccupante dans la province du Nord, et certains signes indiquent que la situation empire. La prévalence de la malnutrition aiguë globale a augmenté, passant de 13 pour cent en 2006–2007⁸ à 20 pour cent en octobre 2011, soit un taux supérieur au seuil "critique" de 15 pour cent défini par l'Organisation mondiale de la Santé⁹. La prévalence du retard de croissance atteint 24 pour cent, contre une moyenne nationale de 17 pour cent, tandis que l'insuffisance pondérale se monte à 30 pour cent, contre 21 pour la moyenne nationale¹⁰.
10. Cette situation s'explique notamment par l'insécurité alimentaire, les carences de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, et de mauvaises pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants¹¹. Chez les ménages sujets à l'insécurité alimentaire, les enfants risquent de souffrir d'insuffisance pondérale et les bébés ont un faible poids à la naissance⁷. Le système sanitaire dans le nord du pays

⁷ Gouvernement du Sri Lanka/PAM. 2012. Food Security in Northern and Eastern Provinces of Sri Lanka. Colombo.

⁸ Sri Lanka: Enquête démographique et sanitaire, 2006–2007. Colombo.

⁹ Organisation mondiale de la Santé. 1995. Valeurs-seuils du point de vue de la santé publique. Genève.

¹⁰ Ministère de la santé/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2012. Assessment of Nutritional Status and Associated Factors in Northern Province, 2011.

¹¹ Jayatissa, R. et Hossaine, M. 2010. Nutrition and Food Security Assessment in Sri Lanka, 2009. Colombo. Institut de recherche médicale en collaboration avec l'UNICEF et le PAM.

présente des faiblesses, et les populations réinstallées n'ont pas toujours accès à de l'eau salubre et à l'assainissement.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

11. Le système national de protection sociale, Samurdhi, s'efforce de remédier à la pauvreté chronique par des transferts de revenus, un régime d'assurance sociale et des mécanismes d'épargne obligatoire. Le Gouvernement assure la gratuité des soins de santé primaires, de l'éducation et des repas scolaires servis en milieu de matinée. Dans le nord du pays, toutefois, ces filets de sécurité ont perdu de leur efficacité par suite du manque d'infrastructures, de services sociaux et de personnel qualifié. Seulement 45 pour cent de la population en situation d'insécurité alimentaire dans la province du Nord sont couverts par le système Samurdhi: de nombreux handicapés ainsi que des personnes âgées et des femmes chefs de famille en sont exclus faute de posséder une pièce d'identité¹².
12. Le cadre national des politiques de développement, Mahinda Chintana, s'attache à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire. La stratégie menée à cet égard par le Ministère de l'agriculture est centrée sur la sécurité alimentaire des ménages, la production et la transformation agricoles à petite échelle, et l'appui aux moyens d'existence en milieu rural.
13. La politique nutritionnelle nationale de 2010 et le plan stratégique 2009–2013 adoptent une approche intégrée du cycle de vie afin de réduire la transmission intergénérationnelle de la malnutrition. La politique nutritionnelle est mise en œuvre conjointement par le Ministère de l'agriculture et le Ministère de la santé. Le Gouvernement a mis en place un Secrétariat à la nutrition, dont le plan d'action multisectoriel ("Vision 2016: Sri Lanka, a Nourished Nation") vise à identifier les besoins nutritionnels au plan national et à définir les rôles des institutions nécessaires pour y répondre.
14. Le Ministère de la santé, appuyé par la Banque mondiale, a lancé en 2011 un programme nutritionnel de deux ans destiné à améliorer la nutrition et les soins dispensés aux nourrissons et aux jeunes enfants. Ce programme a mis en place un réseau de groupes de mères et organisé la distribution d'une ration complémentaire d'aliments produits localement. Le PAM a apporté son concours à la conception de l'initiative, dont les enseignements seront pris en compte dans l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200452.
15. Le Plan conjoint d'assistance à la province du Nord a été lancé en 2011 par le Gouvernement ainsi que plusieurs institutions des Nations Unies et organisations non gouvernementales (ONG). Actualisé en 2012 à la lumière de travaux récents sur la réinstallation, le développement et la sécurité, il appuie la transition vers l'autosuffisance dans les zones où les populations qui sont rentrées chez elles ont repris leurs activités de subsistance, et le rétablissement des services et des infrastructures. Les partenaires continueront de répondre aux besoins que ces communautés ne peuvent encore satisfaire elles-mêmes en termes d'alimentation, de santé, de nutrition, d'éducation et de moyens d'existence.

¹² PAM. Évaluation de la sécurité alimentaire. Mars 2012. Document non publié.

Politiques, capacités et actions des autres principaux intervenants

16. Au Sri Lanka, les intervenants présents dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des moyens d'existence sont la Banque asiatique de développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le HCR et la Banque mondiale, aux côtés d'ONG telles que World Vision et l'Entraide universitaire mondiale du Canada.

Coordination

17. Les structures de coordination évoluent à mesure que progressent les premières phases du redressement: elles conjuguent opérations à long terme et à court terme afin de faire la soudure entre les activités qui restent à mener au titre du Plan conjoint d'assistance de 2012 et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) couvrant la période 2013–2017. Le PAM continuera à collaborer avec la FAO et le PNUD dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et des moyens d'existence, et il renforcera ses partenariats avec l'UNICEF et d'autres intervenants de manière que ses interventions nutritionnelles aient le plus grand impact possible.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

18. La présente IPSR répondra aux besoins humanitaires et de redressement qui subsistent dans la province du Nord, en conformité avec le PNUAD 2013–2017 et les objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 4 et 5¹³.
19. Conformément aux Objectifs stratégiques 1, 3 et 5¹⁴, l'IPSR 200452 vise à:
- améliorer la consommation alimentaire des ménages en situation d'insécurité alimentaire grave (Objectif stratégique 1);
 - réduire la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants âgés de 6 à 59 mois (Objectif stratégique 1);
 - rétablir les moyens d'existence et la résilience des communautés les plus vulnérables par la création d'avoirs productifs et la formation dans les domaines de l'agriculture et des moyens d'existence (Objectif stratégique 3);
 - encourager la fréquentation et l'assiduité scolaires parmi les filles et les garçons, en mettant l'accent sur les ménages déplacés et ceux de retour dans leur foyer (Objectif stratégique 3); et
 - renforcer les capacités nationales dans le domaine de la lutte contre la malnutrition aiguë et l'insécurité alimentaire, ainsi que dans celui de la préparation aux catastrophes et des interventions en cas de crise (Objectif stratégique 5).

¹³ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – assurer l'éducation primaire pour tous; 4 – réduire la mortalité infantile; et 5 – améliorer la santé maternelle.

¹⁴ Objectifs stratégiques: 1 – sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 3 – remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans des périodes de transition; et 5 – renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

20. Depuis 1968, le PAM répond aux besoins humanitaires et contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition au Sri Lanka. L'assistance alimentaire qu'il a apportée à toutes les personnes déplacées tout au long du conflit a été déterminante pour éviter la détérioration de l'état nutritionnel des populations touchées.
21. Avec l'IPSR 200143 (2010–2012), lancée dès la fin du conflit, le PAM a répondu aux besoins humanitaires et aux besoins de relèvement rapide dans le Nord, apportant un appui aux personnes déplacées et aux populations de retour dans leur région pendant la phase de réinstallation. Plusieurs études indiquent que le PAM a été une importante source d'aliments pour les ménages rentrés dans leur foyer⁷. Il a en outre conduit des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition en collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires afin de guider la prise de décision pendant la période de transition.
22. L'IPSR 200143 a contribué à protéger et reconstituer les moyens d'existence tout en renforçant la capacité du Gouvernement à faire face aux situations d'urgence et à la malnutrition. Néanmoins, certaines activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA) ont été limitées et retardées par manque de financement au titre de la contrepartie gouvernementale.
23. Un élément majeur de l'IPSR 200143 a été la promotion d'engagements renforcés en faveur des femmes consistant à distribuer des aliments enrichis pour répondre aux besoins nutritionnels des femmes et des enfants, à associer femmes et hommes aux activités VCA et à renforcer l'autonomie des femmes grâce au suivi des contacts avec les bénéficiaires.
24. Dans le cadre du projet de développement 106070, le PAM a axé son action sur l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes, ainsi que sur l'amplification des capacités disponibles localement pour la production d'un aliment composé enrichi appelé *triposha*. Compte tenu du peu de personnel affecté aux dispensaires, la distribution par le PAM de produits alimentaires préconditionnés pour la supplémentation alimentaire devrait permettre aux agents de santé publique de se concentrer sur les activités sanitaires et éducatives.
25. Une initiative pilote de bons a amélioré l'accès des bénéficiaires à la nourriture, a permis de diversifier le régime alimentaire et a stimulé l'économie et la production locales. Les bons offrent une solution relativement efficace pour leur coût, avec une valeur alpha de 0,9¹⁵.

Grands axes de la stratégie

26. La stratégie retenue pour l'IPSR 200452 a été définie à la lumière des récentes évaluations et des concertations tenues avec les homologues gouvernementaux et les institutions des Nations Unies. Le PAM prendra en charge les besoins relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans la province du Nord pendant les deux prochaines années: comme l'insécurité alimentaire découle de la difficulté d'accès à la nourriture pour des raisons économiques, on associera dans les interventions décrites ci-après transferts alimentaires et transferts monétaires⁷.

¹⁵ La valeur alpha est le ratio entre le coût global pour le PAM de la distribution de produits alimentaires aux bénéficiaires et la valeur sur le marché local des mêmes produits.

⇒ *Assistance alimentaire générale*

27. Le PAM dispensera une assistance alimentaire générale aux ménages en situation d'insécurité alimentaire grave et d'extrême pauvreté qui sont réinstallés depuis six mois au maximum¹⁶ sous la forme de transferts alimentaires ou de bons, selon le degré de redressement des marchés et les capacités des coopératives générales avec lesquelles le PAM a établi des partenariats au niveau local. Un soutien sera également accordé aux déplacés hébergés dans des camps qui ne sont pas en mesure de gagner leur vie, afin de renforcer la sécurité alimentaire à l'intérieur et aux alentours des camps.

⇒ *Vivres/bons pour la création d'avoirs/formation*

28. La création d'avoirs et la formation apporteront un appui aux ménages vulnérables sujets à l'insécurité alimentaire afin de rétablir les moyens d'existence de ces familles et de remettre en état leurs avoirs ainsi que ceux des communautés en vue d'un redressement durable. Au moins 50 pour cent des bénéficiaires ciblés devraient passer des secours à une assistance axée sur le redressement. Le type d'intervention dépendra du profil économique des ménages et prendra en compte les activités agricoles saisonnières. Les ménages bénéficiaires pourront participer aux activités VCA ou Vivres pour la formation (VPF) pendant 22 jours par mois et au maximum trois mois par an.

29. D'avril à août, les ménages sujets à l'insécurité alimentaire qui n'ont pas accès à la terre ou à d'autres moyens d'existence participeront aux activités VCA destinées à lutter contre la faim et à contribuer au redressement des communautés. Ces activités, qui nécessitent peu de soutien technique et font appel à de la main-d'œuvre non qualifiée, comprennent notamment l'entretien des routes, le désenvasage des canaux d'irrigation et des étangs, et la collecte de pierres pour des travaux de réfection.

30. Le PAM apportera un appui aux ménages dans la remise en état d'actifs destinés à rétablir leurs moyens d'existence et leur accès à la nourriture, tout en contribuant à la réduction des risques liés aux catastrophes. Il est prévu à cet effet ce qui suit:

- soutien à l'agriculture au moyen d'activités VCA telles que la remise en état de terres arables et de petits réseaux d'irrigation;
- réfection d'infrastructures collectives pour améliorer l'accès des ménages sujets à l'insécurité alimentaire aux marchés, aux écoles et à l'eau dans les zones où ce type d'équipement a été endommagé ou détruit; et
- revégétalisation de bassins versants pour alimenter les réservoirs à eau et les canaux d'irrigation, construction de structures de récupération de l'eau, de remblais de protection contre les inondations et d'équipements collectifs de stockage de produits alimentaires, et amélioration des systèmes d'irrigation.

31. Dans le cadre d'une initiative distincte relative au changement climatique qui sera mise en œuvre conjointement avec le PNUD, le PAM contribuera au renforcement de la résilience des communautés face aux sécheresses et aux inondations.

32. Le PAM fournira des produits alimentaires ou des bons pour appuyer des programmes de formation professionnelle organisés par les pouvoirs publics et divers partenaires afin de renforcer les possibilités d'emploi des personnes qui ont été exclues des principaux secteurs d'activité à cause du conflit.

¹⁶ Pendant le rapatriement facilité par le gouvernement et le HCR, les réfugiés qui prennent le chemin du retour ont droit pendant six mois à des rations au titre de l'assistance alimentaire générale.

⇒ *Prévention et traitement de la malnutrition aiguë modérée*

33. Le PAM et ses partenaires adopteront une approche intégrée de la prévention et du traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM), en conformité avec l'engagement du Gouvernement. Pour contrer la recrudescence saisonnière de la malnutrition aiguë, il sera distribué du Supercereal Plus aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux enfants âgés de 6 à 23 mois dans les zones de la province du Nord, où le taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale est le plus élevé, en complément d'une ration préventive de 50 grammes/jour/personne de *triposha* qui sera fournie à ces catégories de bénéficiaires par le Ministère de la santé une fois la production locale lancée. Le PAM appuiera aussi le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois en collaboration avec l'UNICEF et le Ministère de la santé.

⇒ *Repas scolaires*

34. Le programme de repas scolaires sera maintenu dans les zones de la province du Nord où l'enseignement primaire a été perturbé par le conflit. Ce programme constitue un filet de sécurité dans le cadre duquel des repas nutritifs sont servis quotidiennement pour remédier à la faim transitoire et favoriser le maintien des enfants en milieu scolaire. Le Gouvernement complètera la ration du PAM par des légumes frais de manière à diversifier et à enrichir l'alimentation.

35. On escompte que le programme d'alimentation scolaire conduit par le Gouvernement couvrira la province du Nord d'ici à la seconde année de l'IPSR 200452. Le PAM continuera à renforcer les capacités du Ministère de l'éducation pour lui permettre de mettre en place un environnement scolaire sain et proposera en outre, avec le concours de l'UNICEF et d'autres partenaires, un ensemble de mesures de soutien comprenant des programmes de déparasitage, de supplémentation en micronutriments, d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

⇒ *Renforcement des capacités*

36. Le PAM aidera le Gouvernement à étendre les filets de sécurité nationaux pour y inclure les populations pauvres et vulnérables établies dans la province du Nord. Les capacités d'alerte rapide, de suivi de la sécurité alimentaire et de surveillance de la nutrition seront développées afin de renforcer la préparation et la riposte aux catastrophes. Le PAM s'attachera aussi à étoffer les capacités des coopératives générales¹⁷, situées en bout de chaîne, afin d'améliorer l'efficacité du système de distribution de vivres, par exemple en mettant au point un dispositif de bons électroniques.

Stratégie de transfert des responsabilités

37. Une évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition sera conduite en 2014 pour réexaminer la situation et la vulnérabilité des bénéficiaires en la matière et pour déterminer les zones où l'assistance du PAM reste nécessaire.

38. La stratégie de transfert des responsabilités sera axée sur le renforcement des systèmes institutionnels et le développement de moyens d'existence propres à améliorer l'autosuffisance. Les districts du Nord appuyés par le PAM devraient se recentrer sur des initiatives de développement dans le cadre du PNUAD. Les pistes permettant de relier les activités de l'IPSR 200452 aux programmes de réduction de la pauvreté menés par le Gouvernement seront explorées.

¹⁷ Les coopératives générales sont des magasins d'État qui vendent des biens de consommation.

39. Le transfert au Ministère de la santé de la responsabilité des activités de prévention de la malnutrition aiguë est subordonné à l'accroissement de la production locale d'aliments composés enrichis, au renforcement des capacités des administrations et à l'intégration de la prévention et du traitement de la malnutrition parmi les grandes priorités de l'action sanitaire.
40. Le PAM, en prévision du transfert en 2014 des écoles qu'il appuie au programme national de repas scolaires, continuera d'agir auprès des parents et des communautés pour faire en sorte qu'ils restent impliqués dans les efforts déployés pour obtenir un soutien sur le plan local et pour encourager les contributions en espèces et en nature. Un plan de transfert des responsabilités sera mis au point avec le Gouvernement pour 2014, compte tenu de l'évolution positive de la situation.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

41. La présente intervention couvrira les cinq districts de la province du Nord. L'assistance sera ciblée sur la base de critères de pauvreté et de sécurité alimentaire. La province de l'Est a également été touchée par le conflit, mais les hostilités ont cessé en 2007 et les investissements dans le développement sont appuyés par le programme public de protection sociale Samurdhi. Cette zone n'est pas prioritaire pour l'assistance, car les efforts de relèvement y sont déjà bien avancés. Le PAM continuera d'assurer le suivi de la sécurité alimentaire.
42. L'assistance alimentaire générale sera ciblée sur les personnes en situation d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire grave: 70 000 personnes dans la province du Nord (6 pour cent de la population) ont un revenu par tête inférieur à la moitié du seuil de pauvreté¹⁸. Les autorités locales enregistreront les ménages et le PAM validera les niveaux d'insécurité alimentaire au moyen d'indicateurs normalisés tels que la consommation et les dépenses alimentaires des ménages. Les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire sont ceux qui viennent de rentrer dans leur région d'origine, ceux qui sont dirigés par une veuve, par un veuf, par une femme ou par une personne âgée, et ceux qui comptent des handicapés. L'assistance alimentaire générale s'adressera aussi à un effectif supplémentaire de 10 000 personnes de retour des camps ou de l'Inde.
43. La création d'avoirs et la formation seront destinées aux ménages sujets à une insécurité alimentaire modérée dont le revenu se situe entre 50 et 100 pour cent du seuil de pauvreté national et qui nécessitent un soutien pour se constituer des avoirs productifs et acquérir des qualifications. Les activités s'adresseront aux personnes qui se sont réinstallées après 2009. Les ménages dirigés par des femmes seront prioritaires pour les activités VPF parce qu'ils manquent souvent de main-d'œuvre pour cultiver la terre ou gagner de l'argent autrement¹⁹.
44. Compte tenu des taux élevés de malnutrition aiguë globale dans la province du Nord, les enfants ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront des aliments composés enrichis à titre préventif et curatif pendant la première année. La seconde année de l'IPSR 200452 et, une fois la prévalence de la malnutrition aiguë globale ramenée à un niveau acceptable, les enfants seront pris en charge dans le cadre du programme du gouvernement; les enfants de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë feront l'objet d'une

¹⁸ Le seuil national de pauvreté est de 3 600 LKR par personne et par mois, soit l'équivalent de 1 dollar par personne et par jour.

¹⁹ Le sous-emploi est très répandu dans le Nord. Les femmes sont particulièrement vulnérables, car elles ne gagnent que la moitié du salaire journalier des hommes.

intervention thérapeutique. Le personnel de santé publique orientera les bénéficiaires vers les soins appropriés, s'occupera de leur suivi et recommandera l'arrêt du traitement quand ils seront rétablis; les bénéficiaires seront associés à d'autres activités appuyées par le PAM.

45. Le programme de repas scolaires couvrira toutes les écoles publiques de la province du Nord pendant la première année. Le PAM réduira progressivement son soutien en 2014, d'abord dans les grandes classes (de la 6^e à la 9^e année de scolarité), puis dans les petites (de la 1^{re} à la 5^e année), dans les villes et les zones ayant un niveau de sécurité alimentaire acceptable, en vue de transférer les responsabilités au programme national de repas scolaires. La transition fera l'objet d'un suivi pour veiller à ce qu'aucun problème ne se pose et que la protection des bénéficiaires reste assurée.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ							
		2013			2014		
Activité		Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
Assistance alimentaire générale	En nature	28 000	28 000	56 000	5 000	5 000	10 000
	Bons	12 000	12 000	24 000	7 500	7 500	15 000
Création d'avoirs (travail non qualifié)	En nature	15 000	15 000	30 000	5 500	7 000	12 500
	Bons	–	–	–	5 500	7 000	12 500
Création d'avoirs	En nature	11 000	14 000	25 000	5 500	7 000	12 500
	Bons	–	–	–	5 500	7 000	12 500
VPF	En nature	–	–	–	2 000	3 000	5 000
	Bons	2 000	3 000	5 000	2 000	3 000	5 000
Repas scolaires		80 000	80 000	160 000	50 000	50 000	100 000
Prévention de la MAM	Enfants 6–23 mois	17 500	17 500	35 000	17 500	17 500	35 000
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	13 000	13 000	–	13 000	13 000
Traitement de la MAM	Enfants 6–59 mois	10 000	10 000	20 000	10 000	10 000	20 000
Total		175 500	192 500	368 000	116 000	137 000	253 000
Total après ajustement*		161 500	163 500	325 000	103 000	107 000	210 000

* Chiffre prenant en compte les bénéficiaires de plusieurs composantes. On suppose que 50 pour cent des participants aux activités VCA et VPF bénéficient aussi de l'assistance alimentaire générale.

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE NUTRITIONNEL, RATIONS ET VALEUR DES BONS

46. Les rations du PAM comprennent des aliments de base sri-lankais, comme indiqué au tableau 2.
47. Les enfants de 6 à 59 mois atteints de malnutrition ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront dans les dispensaires 200 grammes de Supercereal Plus ou de *triposha* sous forme de ration à emporter, conformément à la politique du Ministère de la santé. Lorsque la ration de supplémentation du Ministère de la santé (50 grammes de *triposha*) sera disponible, la ration de Supercereal Plus sera réduite de 50 grammes.
48. Dans le cadre du programme de repas scolaires, il sera servi quotidiennement en milieu de matinée un repas composé de riz, de légumes secs et d'huile, complété par des aliments frais fournis par le pays.
49. Certains bénéficiaires de l'assistance alimentaire générale ainsi que des interventions relatives à la création d'avois et à la formation recevront des bons à échanger contre des aliments dans les coopératives générales. La valeur du bon est équivalente au coût de la ration sur le marché. On prévoit qu'en 2014 la majorité des bénéficiaires de l'assistance alimentaire générale et des activités VCA et VPF recevront une assistance alimentaire sous forme de bons.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS, PAR ACTIVITÉ (g/dollars/personne/jour)								
	Assistance alimentaire générale	VCA (travail non qualifié)	VCA	VPF	Prévention de la MAM		Traitement de la MAM – enfants 6–59 mois	Repas scolaires
					Femmes enceintes et mères allaitantes	Enfants 6–23 mois		
Riz	400	500	600	500	–	–	–	75
Légumes secs	100	120	100	120	–	–	–	35
Huile végétale	25	30	30	30	–	–	–	15
Sel	5	5	5	5	–	–	–	2
Supercereal Plus	–	–	–	–	200*	200*	200	–
Bons (dollars/personne/jour)**	0,34	0,42	0,44	0,42	–	–	–	–
TOTAL	530	655	735	655	200	200	200	127
Total kcal/jour	2 015	2 421	2 788	2 421	752	752	752	524
Pourcentage de kcal d'origine protéique	11,1	11,1	10,1	11,1	16,3	16,3	16,3	11,5
Pourcentage de kcal d'origine lipidique	12,5	12,2	11	12,2	19	19	19	27
Nombre de jours d'alimentation par an	180	90	90	180	180	180	60–90	202

* Cette ration sera réduite de 50 grammes lorsque le *triposha* fourni par le pays sera disponible.

** Les bénéficiaires recevront une ration alimentaire ou des bons.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET BONS, PAR ACTIVITÉ (tonnes/dollars)

	Assistance alimentaire générale	VCA/VPF	Nutrition	Repas scolaires	Total
Riz	4 752	4 267	–	3 939	12 958
Légumes secs	1 188	876	–	1 838	3 902
Huile végétale	297	236	–	788	1 321
Sel iodé	59	39	–	105	203
Supercereal Plus	–	–	9 792	–	9 792
Total, produits alimentaires	6 296	5 418	9 792	6 670	28 176
Bons (en dollars)	2 412 423	1 522 553	–	–	3 934 976

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Participation

50. Le PAM fera largement appel aux outils d'évaluation participative rapide en milieu rural pour la sélection des activités de création d'avoirs, en collaboration avec les autorités des districts et les communautés en vue de renforcer l'implication de tous les intéressés au niveau local. Les associations pour la promotion des femmes rurales et les associations locales de femmes participeront à la sélection des bénéficiaires, à la mobilisation des communautés et à l'exécution des projets.

Partenaires et capacités

51. Le PAM continuera à travailler en partenariat avec les organismes des Nations Unies, le Gouvernement, les ONG et les associations locales. Le Ministère du développement économique restera le principal interlocuteur du PAM. Parmi les autres partenaires gouvernementaux figureront les Ministères de l'agriculture, de l'éducation, de la foresterie et des coopératives ainsi que de la santé.

52. L'institut de recherche agraire et de formation Hector Kobbekaduwa, l'Institut de recherche médicale et l'Institut des politiques sanitaires collaboreront aux évaluations de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la situation sanitaire. Les partenariats du PAM avec l'UNICEF, la Banque mondiale et le Ministère de la santé seront renforcés pour traiter les questions liées à la malnutrition, la santé et l'assainissement. Il est prévu de mettre en place un système d'orientation pour aiguiller les enfants atteints de malnutrition vers les dispensaires de proximité relevant du Ministère de la santé afin de faciliter la détection rapide et le suivi local. Le personnel du Ministère de la santé suivra un cours de remise à niveau sur le traitement de la MAM tandis que les directives dans ce domaine seront actualisées. Pour les activités de redressement de l'agriculture, de reconstitution des moyens d'existence et de formation professionnelle, les partenaires du PAM seront la FAO, le FIDA, le PNUD et diverses ONG.

Achats

53. Le PAM achètera les produits alimentaires au meilleur coût. Le Supercereal Plus, les légumes secs et l'huile végétale seront achetés sur le marché international et les autres denrées, sur les marchés locaux ou régionaux.

Logistique

54. Les produits alimentaires seront transportés par les soins des services du Ministère du développement économique ou dans des camions affrétés par le PAM. Le Gouvernement prendra à sa charge les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention afférents au programme de repas scolaires, aux initiatives nutritionnelles, ainsi qu'aux activités VCA et VPF; le PAM assumera les coûts de la distribution ciblée de secours. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits suivra l'acheminement des denrées. Le Ministère du développement économique et le PAM assureront la logistique aux points de livraison.

Transferts

55. En attendant la reprise des marchés, les bons pourront être échangés dans les coopératives générales, qui pratiquent des prix inférieurs à ceux des commerces privés; l'échange se fera sur présentation de la carte d'identité. Le PAM pourra ainsi aider le Gouvernement à moderniser un système déjà en place. À terme, un dispositif de bons électroniques sous forme de cartes à puce pourrait être mis en place et relié aux filets de sécurité publics.

Articles non alimentaires

56. Les partenaires coopérants apporteront un soutien technique et des ressources complémentaires pour les activités VCA, VPF et les repas scolaires; le PAM fournira à ses partenaires les articles non alimentaires nécessaires à l'exécution des projets qu'il appuie.

SUIVI DE L'EXÉCUTION

57. Le cadre logique figurant à l'annexe II concorde avec le Plan stratégique (2008–2013). Le bureau de pays du Sri Lanka dispose d'un système de suivi et d'évaluation spécifique à chaque activité qui comprend une ligne téléphonique spéciale pour accueillir les réactions des bénéficiaires.
58. Au cours de l'IPSR 200452, le PAM introduira un système automatisé de suivi électronique qui permettra d'analyser en temps réel les résultats du suivi et d'y réagir plus rapidement.
59. La performance en termes d'effets directs sera mesurée à partir de diverses sources, telles que les données collectées par le PAM, les évaluations saisonnières de l'Institut de recherche médicale, le suivi par activité spécifique et les informations émanant des partenaires coopérants, de l'UNICEF, de la Banque mondiale et d'autres intervenants. Les enquêtes relatives aux programmes, les évaluations et les plans élaborés en concertation avec les communautés fourniront d'autres informations.
60. Les données de référence pour le score des avoirs locaux seront collectées avant le démarrage de l'intervention, et les valeurs de base relatives à l'indice de capacité nationale pour la nutrition, l'insécurité alimentaire, la préparation aux catastrophes et les interventions en cas de crise seront établies.

61. Le système de suivi et d'évaluation intégrera des contributions provenant de différentes parties prenantes. Les directives de suivi du PAM, harmonisées avec celles du PNUAD, seront appliquées. Une évaluation est prévue en vue de faciliter l'intégration des indicateurs du PAM dans les formulaires utilisés par le PAM/Ministère de la santé pour le suivi du traitement de la MAM. Une base de données mensuelles sur le dépistage de la malnutrition aiguë servira de système de surveillance, et des sites sentinelles faisant l'objet d'un suivi tous les deux mois seront sélectionnés parmi les villages sujets à des variations de la sécurité alimentaire.
62. Le travail du PAM visant à renforcer la capacité de suivi des pouvoirs publics fera chaque année l'objet d'un bilan de ses stratégies, outils et résultats. Des études thématiques, telles que des analyses de marché et des évaluations rapides périodiques, seront également effectuées; il sera en outre procédé à une auto-évaluation à la fin de l'intervention.

GESTION DES RISQUES

Risques liés au contexte

63. Le Sri Lanka est sujet aux catastrophes naturelles. Le PAM est membre du groupe qui s'occupe de suivre et de planifier les mesures d'urgence sous l'autorité du Bureau des Nations Unies chargé de la coordination des affaires humanitaires. Il établira des partenariats dans ce domaine avec les autorités nationales chargées de la gestion des catastrophes et les acteurs locaux de l'action humanitaire d'urgence.

Risques liés à la programmation

64. Le manque de ressources au moment voulu pourrait entraîner des ruptures de la filière d'approvisionnement et se traduire par la distribution de rations réduites ou incomplètes, aggravant les privations et la malnutrition parmi les ménages bénéficiaires. Les activités nutritionnelles dépendront de services complémentaires; les activités VCA et VPF seront subordonnées à une expertise technique. La définition précise des critères de sélection des bénéficiaires et la formation dispensée au personnel des coopératives générales atténueront les risques liés aux bons. Les bons électroniques seront introduits progressivement à la suite d'une évaluation des capacités informatiques.

Risques d'ordre institutionnel

65. Les principales préoccupations concernant la sécurité du personnel tiennent aux restrictions d'accès et à la menace que fait peser la présence de mines terrestres dans le Nord. La sécurité est assurée par le système de gestion de la sécurité et le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS).

Gestion des risques en matière de sécurité

66. Le nord du Sri Lanka est classé au niveau d'insécurité 3 (modérée) selon le système de l'UNDSS. Les normes de sécurité du PAM sont conformes à celles de l'UNDSS; la sécurité du personnel, des biens et des opérations du PAM fait l'objet d'évaluations périodiques. Il est prévu dans l'IPSR 200452 des dispositions supplémentaires de manière à garantir le plein respect des normes dans tous les bureaux auxiliaires de la province du Nord.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	12 958	4 778 944	
Légumes secs	3 902	1 791 018	
Huile et matières grasses	1 320	1 445 400	
Aliments composés et mélanges	9 792	11 515 392	
Autres	204	17 136	
Total, produits alimentaires	28 176	19 547 890	
Transferts en bons		3 934 976	
Total partiel, produits alimentaires et transferts			23 482 866
Transport extérieur			1 128 906
Transport terrestre, entreposage et manutention			488 685
Autres coûts opérationnels directs			2 094 152
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			5 327 855
Total des coûts directs pour le PAM			32 522 464
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			2 276 572
COÛT TOTAL POUR LE PAM			34 799 036

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. La part allouée aux coûts d'appui directs est revue chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée de l'intervention.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	1 539 201
Administrateurs recrutés sur le plan national	454 000
Personnel des services généraux recruté sur le plan national	451 628
Personnel temporaire recruté sur le plan national	606 750
Volontaires des Nations Unies	180 000
Voyages officiels du personnel	223 876
Total partiel	3 455 455
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	260 000
Charges (électricité, etc.)	110 000
Fournitures de bureau et petit matériel	200 000
Communication	220 000
Réparation et entretien du matériel	11 000
Exploitation et entretien des véhicules	310 000
Aménagement des bureaux et réparations	180 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	80 000
Total partiel	1 371 000
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	326 400
Matériel de communication	35 000
Dépenses locales de sécurité	140 000
Total partiel	501 400
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	5 327 855

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 1: sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1 Réduction de la malnutrition aiguë parmi les enfants et/ou populations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille en pourcentage) inférieure au seuil critique (15%) ➤ Taux de performance de la supplémentation alimentaire: récupération, abandon du traitement, non-réponse (valeurs de base et valeurs cibles à déterminer après une analyse du déficit de capacité) 	Pas de troubles civils ou de catastrophes naturelles pendant l'intervention
Produit 1.1 Vivres de qualité et bons distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes cibles de femmes, d'hommes, de filles et de garçons	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des bons, par activité, mode de transfert et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires enrichis distribués, par type et en pourcentage des quantités prévues ➤ Quantité de produits alimentaires enrichis distribués, par type et en pourcentage des quantités totales effectives 	Les financements disponibles sont suffisants. Pas de rupture de la filière d'approvisionnement pendant l'intervention
Objectif stratégique 3: remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 2 La consommation alimentaire des ménages, des communautés et des déplacés ciblés est suffisante pendant la période couverte par l'assistance.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: 75% des ménages ciblés auront un score de consommation alimentaire moyen dépassant le seuil acceptable	Expertise technique disponible pour la création d'avoirs et la formation Le Gouvernement et les ONG partenaires fournissent les apports complémentaires. Les financements disponibles sont suffisants. Les prix des produits alimentaires dans le pays sont stables. Les coopératives générales disposent de produits alimentaires de qualité en quantité suffisante.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

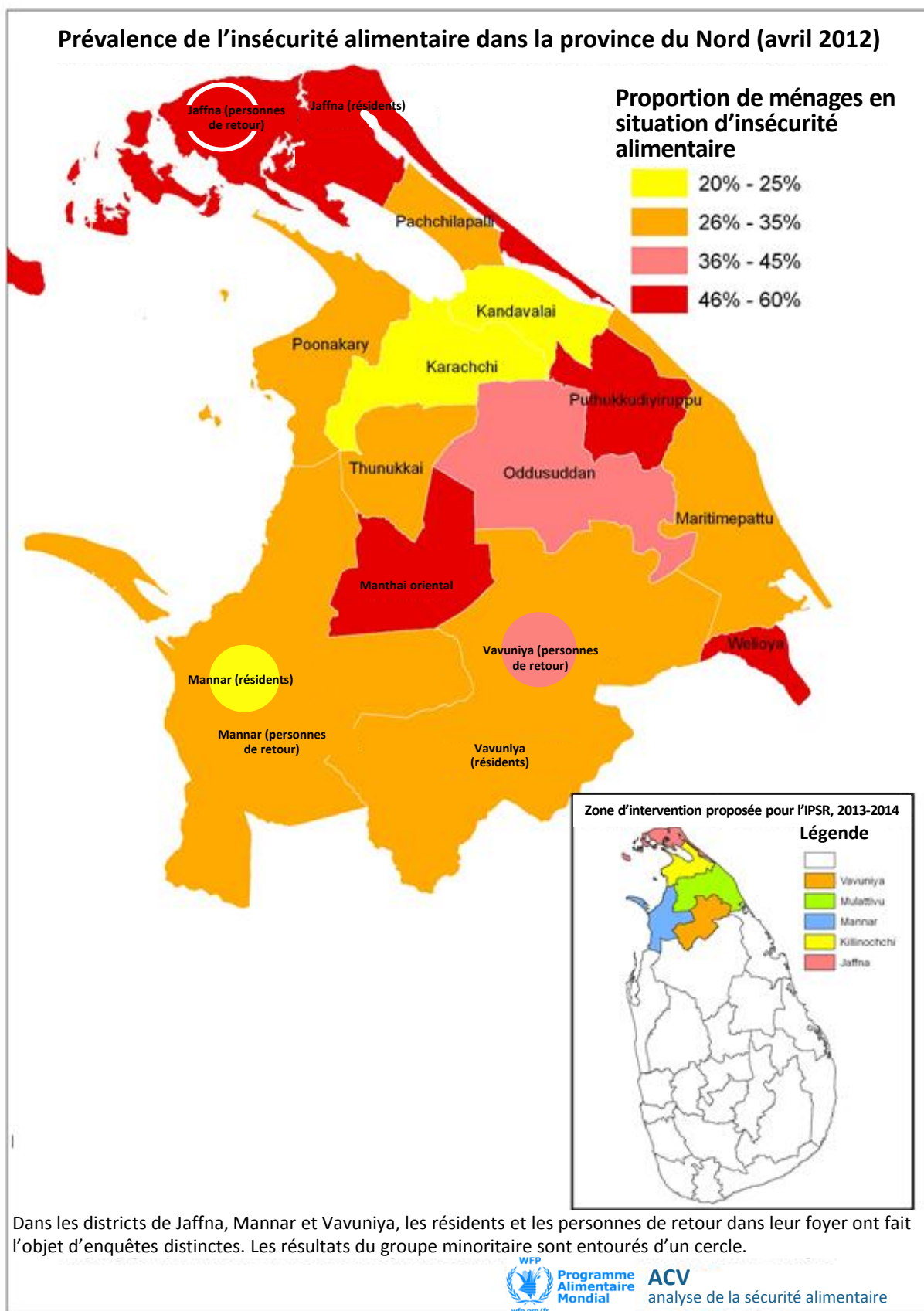
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 2.1</p> <p>Vivres de qualité et bons distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes cibles de femmes, d'hommes, de filles et de garçons</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 75% des bénéficiaires ciblés auront amélioré la diversité de leur alimentation au-delà de la valeur de référence. ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des bons, par activité, mode de transfert et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des quantités prévues ➤ Total des bons d'alimentation ou d'achat distribués 	<p>Pas de rupture de la filière d'approvisionnement</p> <p>Les coopératives générales disposent de produits alimentaires variés en quantité suffisante.</p>
<p>Effet direct 3</p> <p>Les communautés ciblées en situation de précarité et de transition ont plus largement accès aux avoirs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des avoirs locaux (valeur de base et valeur cible à déterminer après une analyse du déficit de capacité) 	<p>Le nouveau mécanisme de suivi du score des avoirs locaux est en place et opérationnel.</p>
<p>Produit 3.1</p> <p>Avoirs créés, développés ou restaurés par les communautés et les personnes ciblées afin de garantir leurs moyens d'existence</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des bons, par activité, mode de transfert et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre d'avoirs créés ou restaurés par les communautés et les personnes ciblées, par type et unité de mesure <p>Cible: 2 000</p>	
<p>Effet direct 4</p> <p>Taux de fréquentation et d'assiduité des filles et des garçons, y compris parmi les déplacés et les rapatriés, stabilisés dans les écoles bénéficiant d'une assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'assiduité <p>Cible: 90%</p>	<p>Les financements disponibles sont suffisants.</p> <p>Pas de rupture de la filière d'approvisionnement</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 4.1 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes cibles de filles et de garçons</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires en pourcentage des chiffres prévus ➤ Nombre d'écoles bénéficiant d'une assistance 	
Objectif stratégique 5: renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
<p>Effet direct 5 La prise en charge par le pays des solutions au problème de la faim marque des progrès.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale (valeur de base et valeur cible pour chaque solution au problème de la faim à déterminer après une analyse du déficit de capacité) 	<p>Les financements et ressources disponibles sont suffisants. Le Gouvernement s'intéresse à la stratégie d'appropriation des programmes.</p>
<p>Produit 5.1 Les capacités et la sensibilisation sont renforcées à travers des activités conduites par le PAM.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes formées à la conception et à la planification de programmes, aux procédures et pratiques d'exécution, ventilé par catégories (personnel des administrations nationales et personnel des partenaires) ➤ Nombre de projets d'assistance technique conduits par le PAM pour renforcer les capacités nationales ➤ Dépenses consacrées par le PAM à l'assistance technique pour renforcer les capacités nationales (<i>en dollars</i>) ➤ Nombre de solutions au problème de la faim, de systèmes et d'outils dont la responsabilité a été transmise par le PAM au Gouvernement 	<p>Les financements et ressources disponibles sont suffisants. Le Gouvernement a la capacité et la volonté de prendre le contrôle des solutions au problème de la faim, des systèmes et des outils mis en place par le PAM.</p>



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MAM	malnutrition aiguë modérée
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VPF	Vivres pour la formation